

Question écrite n°2758 - Sujet : Informatisation du dossier de la personne soignée

Auteur(s) : Monsieur Marco Schroell, Député

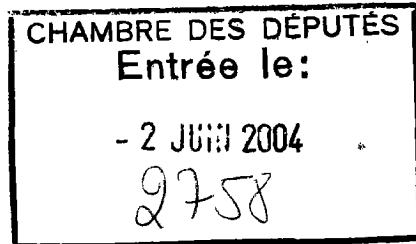
Destinataire(s) : Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux Communications

Date limite de réponse à la question : 02-07-2004

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
02-06-2004	Dépôt de la question	Document écrit de la question
23-07-2004	Réponse écrite de Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux Communications	Document écrit de la réponse

Luxembourg, le 2 juin 2004



Monsieur Jean SPAUTZ
Président de la Chambre des Députés

LUXEMBOURG

Monsieur le Président

J'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 75 de notre Règlement, je désire poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre délégué aux Communications :

« La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers dans son article 36, traite du dossier individuel du patient, avec ses volets médical, de soins et administratif.

Dans le cadre de l'informatisation du dossier de la personne soignée, la plupart des établissements hospitaliers préparent la reconversion du dossier archivé sous forme papier en dossier informatisé. Pour cela la numérisation (« scanning ») de certains documents devient nécessaire et les gestionnaires des hôpitaux se posent la question de la validité juridique d'un document du dossier patient reconverti sous forme numérique (ordonnance médicale, rapport d'opérations, compte rendu d'hospitalisation, diagramme de soins, etc.).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Communications qui est à l'origine de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel:

- Un dossier papier peut-il être détruit après avoir été numérisé ou certains documents sur papier doivent-ils être conservés ? En d'autres termes, un document scanné a-t-il la même valeur juridique qu'un document papier ?
- Le cas échéant, quels sont les documents à conserver sous forme papier ? »

Croyez, je vous prie, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Marco SCHROELL
Député

Luxembourg, le 28 juillet 2004



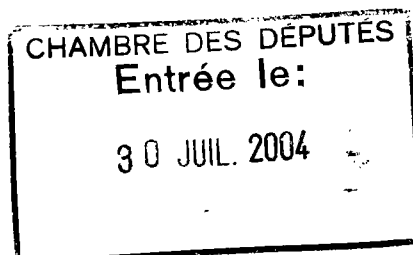
MINISTÈRE D'ÉTAT
LE MINISTRE AUX
RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 478 - 2952



Réf.: 2003 - 2004 / 2758 - 03

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 2758 du 2 juin 2004
de Monsieur le Député Marco Schroell.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe **la réponse de Monsieur le Ministre délégué aux Communications** à la question parlementaire sous objet, concernant l'informatisation du dossier de la personne soignée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre aux Relations
avec le Parlement

François Biltgen



MINISTERE D'ETAT

Service des Médias et des Communications

Luxembourg, le 23 juillet 2004

Monsieur le Ministre aux Relations
avec le Parlement
Service Central de Législation
43, boulevard Roosevelt
L-2450 Luxembourg

Concerne : question parlementaire No 2758 de Monsieur le Député Marco Schroell

Monsieur le Ministre,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la réponse à la question
parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le Ministre délégué aux Communications,



François Biltgen

\\Smc-server\Data\Kugener\word\QUESTPAR\2758 Schroell.doc

Les coordonnées de votre correspondant:
Jeannot Kugener
Tél.: (352) 4782166
Télécopieur: (352) 475662
e-mail: jeannot.kugener@smc.etat.lu

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 27 JUL. 2004	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

**Réponse de Monsieur le Ministre délégué aux Communications
à la question parlementaire no 2758 du 2 juin 2004
de Monsieur le Député Marco SCHROELL**

Le Ministre délégué aux Communications a l'honneur d'apporter les renseignements suivants à la question parlementaire no 2758 du 2 juin 2004 posée par l'Honorable Député Monsieur Marco SCHROELL:

La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers tout comme la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ne se prononcent pas sur la question spécifique de savoir si le dossier d'une personne soignée doit être tenu « sous forme papier » ou s'il peut l'être sous forme informatisée.

Force est de constater que les dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel s'appliquent quel que soit le mode de tenue du dossier. En revanche la protection des données s'intéresse plus particulièrement à la question de la durée de conservation des données à caractère personnel sous l'angle de l'obligation du responsable du traitement de supprimer ces dernières ou de les rendre anonymes dès que les finalités pour lesquelles elles ont été collectées et traitées ont été atteintes ou ne justifient plus une conservation sous une forme permettant l'identification des personnes concernées qui comporte des risques d'atteinte à leurs libertés et droits fondamentaux, notamment à leur vie privée (article 4 paragraphe (1) lettre (d) de la loi).

Il y a lieu de noter que la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique a modifié les articles du code civil relatifs à l'acte sous seing privé. L'article 1322-2 du code civil prévoit ainsi que « l'acte sous seing privé électronique vaut comme original lorsqu'il présente des garanties fiables quant au maintien de son intégrité (...) ». Cependant ces dispositions traitant de la force probante des actes de nature civile et commerciale, ne doivent pas trouver application dans la présente matière, alors et surtout que le dossier médical n'a pas été introduit dans la loi hospitalière en vue de constituer des moyens de preuve pour ou contre les acteurs médicaux et hospitaliers, même s'il peut aussi servir à de telles fins.

Il en résulte que l'archivage de dossiers informatisés est acceptable. Les différentes pièces du dossier informatisé devraient cependant permettre d'identifier leur auteur et être protégées contre toute altération.

Néanmoins la question posée mérite réflexion et sans doute aussi concertation avec le milieu hospitalier. Cette réflexion ne peut être menée et terminée dans le bref délai imparti pour répondre à une question parlementaire.